



La démocratie a besoin d'un paysage médiatique diversifié et de qualité journalistique

Des médias indépendants, diversifiés et de grande qualité sont essentiels à une démocratie dynamique. Cela est tout particulièrement vrai à l'ère numérique. Les médias rendent possible la tenue de débats sur la politique, les questions sociales, l'économie ou la culture. Ils informent, divertissent, rapportent des faits et assurent un espace d'expression à toutes les opinions, si différentes soient-elles. Ils permettent à tous les membres d'une société d'être les acteurs de l'actualité, voire d'influer sur le cours des choses. Il est socialement souhaitable, démocratiquement nécessaire et essentiel pour la cohésion des régions linguistiques qu'il existe un média de service public fort. Outre la SSR, il faut également un large éventail de services médiatiques au niveau tant régional que local.

L'actualité des dernières semaines et des derniers mois a montré que le journalisme, bien public crucial pour notre démocratie, ne peut être abandonné, ni au marché ni à l'esprit de rendement des grands éditeurs. La disparition de *L'Hebdo*, les suppressions de postes au sein de la rédaction du journal *Le Temps*, la vente de 25 titres gratuits à Blocher, la fusion de AZ Medien et des médias régionaux de la NZZ, le regroupement des rédactions de la *Südostschweiz* et du *Bündner Tagblatt*, la réorganisation de toutes les rédactions en « centres de compétences » par Tamedia ou la réduction massive des effectifs à l'ATS le montrent très clairement : le modèle d'affaires actuel du journalisme n'est plus viable et aucun nouveau modèle ne se profile à l'horizon.

Le démantèlement des prestations journalistiques met en péril l'offre médiatique de base, en particulier en Suisse romande et en Suisse italienne, mais aussi dans les régions rurales de Suisse alémanique. Or, des médias de haute qualité qui assurent un journalisme critique et diversifié dans toutes les langues nationales ne sont pas simplement « *nice to have* », mais une condition préalable au bon fonctionnement d'une démocratie. C'est donc une tâche politique de l'État que d'assurer l'avenir des médias indépendants.

Revendications du PS Suisse

Nous voulons un service public médiatique polyvalent, qui ne soit pas axé uniquement sur les quotas et le rendement. Il devrait être accessible à tous les segments de la population et à toutes les régions et devrait se caractériser par la qualité journalistique, la pertinence, la fidélité aux faits, l'intelligibilité, la diversité des offres et l'équilibre. Il doit également, de plus en plus, toucher un public jeune et contribuer à son intégration.

- Cela nécessite un financement direct et transcatégoriel du journalisme, dans le but de créer de la diversité et d'assurer la qualité. La conception doit être institutionnalisée indépendamment de l'État et pourrait se faire via une fondation. La Confédération doit également fournir un soutien ciblé à la mise en place des infrastructures médiatiques (p. ex. création et exploitation d'une plateforme).
- Cela requiert de la transparence de la part des entreprises médiatiques quant à la structure des rapports de propriété (actionnariat), autrement dit quant à savoir qui se trouve derrière les intentions d'achat. Les citoyen-ne-s ont le droit de savoir qui possède ou veut reprendre des entreprises médiatiques.
- La loi sur les médias jetterait les bases du cofinancement à long terme d'une agence nationale par la Confédération. L'objectif est d'examiner comment la Confédération pourrait participer à une agence télégraphique (de presse) indépendante et à but non lucratif.
- Ce qu'il faut, c'est une CCT de force contraignante étendue applicable à l'ensemble du secteur des médias, qui garantisse des salaires et des conditions de travail équitables et qui intègre la cogestion au niveau de l'entreprise et dans les processus de restructuration.